

# QUEL JOURNALISME DEMAIN DANS LES PAYS DU SUD DE LA MÉDITERRANÉE ?



Etude des besoins des médias  
et des journalistes indépendants



*Aujourd'hui [...], il apparaît que ce dialogue entre les médias et les organisations chargées d'appuyer leur développement, du Nord comme du Sud de la Méditerranée, est encore plus important qu'en 2019 et 2020.*

# Préambule

## Plus que jamais, être à l'écoute des journalistes du monde arabe.

En 2018, la première édition des Assises internationales du journalisme de Tunis avait rassemblé près de 800 journalistes du monde arabe, d'Europe et d'Afrique. Elle avait notamment permis d'échanger et de débattre sur les besoins et les attentes en matière d'appuis et de partenariats en faveur des journalistes du Sud de la Méditerranée.

Ce grand rassemblement avait suscité beaucoup d'enthousiasme et d'espoirs pour nombre de journalistes d'Afrique du Nord, du Proche-Orient et d'Afrique Sub-saharienne. Malgré les difficultés économiques rencontrées par de nombreux médias dans un contexte de prolifération des fausses informations et de défiance envers les journalistes, il apparaissait qu'un monde médiatique renouvelé était possible. Plus proche des préoccupations citoyennes, plus adapté aux nouveaux modes de consommation de l'information.

C'est à la suite de cet événement fondateur qu'a émergé l'idée de lancer une initiative visant à stimuler les échanges et la réflexion entre les journalistes, les bailleurs de fonds et les organisations chargées d'appuyer le développement des médias pour penser et construire le monde des médias de demain au Sud de la Méditerranée. Ainsi est né le programme Sahafa Med.

A l'époque, personne n'avait imaginé que la pandémie mondiale du COVID-19 allait provoquer tant de bouleversements économiques, politiques ou sociaux. Et impacter au passage, sur de nombreux plans, les médias et les journalistes.

Plus proche de nous, les attaques du 7 octobre 2023 et leurs conséquences sur la population de Gaza constituent un choc géopolitique majeur et une véritable déflagration pour les médias.

Depuis ces attaques, plus de 60 journalistes ont perdu la vie à Gaza et le monde des médias paye un très lourd tribut en accomplissant son devoir d'information du public.

L'information des opinions du monde arabe et du monde entier sur le conflit est en effet un enjeu majeur, d'autant plus que les manipulations des faits et les fausses informations pullulent, en particulier sur les réseaux sociaux.

L'objectif initial de Sahafa Med visait à ouvrir le dialogue avec la société civile du Sud de la Méditerranée sur ses

attentes en termes d'information et de promouvoir le soutien à la liberté d'expression et aux médias indépendants en tant que priorité pour les agendas des bailleurs de fonds dans la région.

Aujourd'hui, après les années COVID et dans un contexte de crise majeure au Proche-Orient, il apparaît que ce dialogue entre les médias et les organisations chargées d'appuyer leur développement, du Nord comme du Sud de la Méditerranée, est encore plus important qu'en 2019 et 2020 lorsque Sahafa Med a été pensé.

Aussi, malgré les incompréhensions, malgré les obstacles, en dépit des difficultés, Sahafa Med poursuivra, au cours des prochains mois, son objectif initial. Car c'est bien par le dialogue que de nouvelles bases de coopération pourront être imaginées au service des journalistes, pour penser et construire collectivement des médias meilleurs et regagner la confiance des citoyennes et des citoyens.

Dans ce contexte, cette étude, finalisée en septembre 2023, permet de faire un état des lieux de la situation des médias et du journalisme dans les différents pays de la région afin de dégager des perspectives et des pistes d'actions pour promouvoir et faire vivre, à travers des médias indépendants, un journalisme libre au service de la société et de l'intérêt général. Elle vise également à améliorer l'adéquation entre les besoins des journalistes et les programmes proposés par les bailleurs de fonds et organisations chargées du développement des médias.

Basée sur des éléments collectés entre 2021 et 2023 à travers de multiples rencontres (Assises de Tours, Bruxelles et Tunis, des « consultations » nationales et régionales, des réunions ad-hoc, des dizaines d'entretiens individuels...), cette étude est constituée d'une analyse régionale de la situation des médias et du journalisme dans la région, de « chapitres-pays » et de recommandations visant à pérenniser et renforcer l'efficacité des programmes et projets de soutien mis en œuvre au bénéfice des journalistes du Sud de la Méditerranée.

Au cours des prochains mois, ces recommandations seront revues et ajustées. De nouvelles plateformes de dialogue et des consultations seront organisées pour prendre en compte les bouleversements en cours.

Cette étude a été financée par l'Union européenne.

Les points de vue et avis exprimés n'engagent toutefois que leur(s)

auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne.

L'Union européenne ne saurait en être tenue pour responsable.

### Jérôme BOUVIER

Président Journalisme et Citoyenneté

### David HIVET

Team Leader Sahafa Med

### Mariana RANTISSI

Chargée de projet Sahafa Med

### Clothilde LE COZ

Responsable du développement et des partenariats Sahafa Med

### Eva RENAUX-RUBIO

Responsable évènementiel et programmation Sahafa Med

Cette étude est également le fruit du travail de veille et d'analyse des correspondants *Sahafa Med* qui suivent au quotidien les évolutions des paysages médiatiques des différents pays de la région.



Cette étude est unique en son genre dans le sens où elle résulte d'un processus au long-cours de concertation et de consultation avec les bénéficiaires et avec les acteurs du développement des médias de l'ensemble des pays du voisinage Sud de l'Union Européenne.

En 2021, l'Association Journalisme et Citoyenneté a mis en place un réseau de correspondants *Sahafa Med* qui suivent au quotidien l'évolution des médias des pays concernés par cette étude (Algérie, Egypte, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Palestine, Syrie, Tunisie) en lien avec les journalistes locaux et qui sont également régulièrement en contact avec les acteurs (bailleurs, organisations de développement médias) qui appuient ces journalistes et les médias indépendants dans la région. Il s'agit d'un réseau unique, au plus proche du terrain et des journalistes, qui permet d'assurer une veille en temps réel des questions relatives aux médias et aux journalistes.

A l'occasion des Assises du journalisme de Tours (2021, 2022, 2023), des Assises internationales du journalisme de Tunis (2022) et des Assises européennes du journalisme de Bruxelles (2022), le programme *Sahafa Med* a par ailleurs réuni plusieurs centaines de journalistes du Sud de la Méditerranée ainsi que des représentants des bailleurs et des opérateurs de développement médias.

En novembre 2022, en marge des 1<sup>ères</sup> Assises européennes du journalisme, en coopération avec le Global Forum for Media Development (GFMD) près de 50 représentants de bailleurs de fonds ou acteurs du développement des médias ont été réunis en séminaire à Bruxelles afin de réfléchir collectivement aux enjeux et perspectives en matière de soutien au journalisme et aux médias indépendants du Sud de la Méditerranée.

En 2022, des réunions et consultations « nationales » ont par ailleurs pu être organisées avec les journalistes palestiniens, jordaniens, tunisiens, libyens, syriens et égyptiens afin de mieux connaître leurs besoins et leurs attentes vis-à-vis des programmes de soutien qui leur sont destinés. Différents représentants d'organisations de développement médias ou de bailleurs de fonds ont pu engager un dialogue, à ces occasions, avec les journalistes lors de ces réunions.

#### Ces dispositifs visaient :

- à collecter des informations et données sur les programmes passés ou en cours,
- à recueillir l'opinion et les remarques des journalistes et bénéficiaires à propos de ces programmes,
- à identifier les problématiques et besoins actuels des médias et journalistes indépendants,
- à favoriser un contact et un dialogue direct entre les bailleurs et les bénéficiaires,
- à identifier les opportunités et menaces relatives à la mise en œuvre de futurs programmes de soutien aux médias et à l'information indépendante au Sud de la Méditerranée.

Plus de 1200 journalistes du Sud de la Méditerranée et plus de 150 représentants de bailleurs de fonds ou d'organisations de développement médias ont été associés à la réflexion sur l'avenir des médias indépendants dans la région, sur leurs besoins et sur les programmes et projets d'appui qui leur sont destinés.

L'équipe de *Sahafa Med* a par ailleurs pu participer au Global Media Forum organisé par la Deutsche Welle en juin 2022 à Bonn, au séminaire sur la viabilité économique des médias organisé au Liban en janvier 2023 par le GFMD, l'UNESCO, la fondation Maharat et la fondation Samir Kassir, au séminaire sur la viabilité économique des médias organisé en février 2023 en Tunisie par le GFMD, le PAMT 2 et l'Association Al Khatt et, toujours en février 2023, au forum mondial pour un internet de la confiance organisé par l'UNESCO à Paris. Elle a également pu rencontrer et s'entretenir sur le terrain ou à distance avec des représentants de nombreuses organisations qui accompagnent et appuient les médias et les journalistes dans les pays du Sud de la Méditerranée.

A travers l'ensemble de ces événements, de ces rencontres et de ces moyens, *Sahafa Med* a, depuis 2021, stimulé le dialogue à propos du journalisme indépendant au Sud de la Méditerranée. À ce jour, plus de 1 200 journalistes du Sud de la Méditerranée et plus de 150 représentants de bailleurs de fonds ou d'organisations de développement médias ont été associés à la réflexion sur l'avenir des médias indépendants dans la région, sur leurs besoins et sur les programmes et projets d'appui qui leur sont destinés.

Par sa durée et par l'ampleur du dispositif de collecte des besoins et des contributions, l'étude *Sahafa Med* s'inscrit dans le cadre d'une démarche inédite qui vise à améliorer l'adéquation entre les besoins des médias et des journalistes et les programmes et projets mis en œuvre par les bailleurs et les opérateurs afin de renforcer leur efficacité pour consolider les médias indépendants au Sud de la Méditerranée. La démarche est résolument et délibérément tournée vers les bénéficiaires. Elle entend répondre à un certain nombre de critiques qui visent les programmes internationaux d'appui aux médias parfois accusés de servir les intérêts des narratifs et agendas étrangers ou/et d'être déconnectés des besoins du terrain.

Avant de finaliser cette étude, les analyses et recommandations ont été présentées et discutées, en septembre 2023, à Amman et à Tunis, avec des panels de journalistes et d'acteurs locaux des médias. Il semblait en effet essentiel que les recommandations de cette étude soient présentées aux bénéficiaires et discutées avec eux avant la publication officielle de l'étude.

En dépit des contraintes de plus en plus lourdes qui pèsent sur les médias des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée et de la restriction des espaces de liberté d'expression depuis 2020, nombre d'acteurs médiatiques, de Beyrouth à Rabat, continuent à faire vivre un journalisme indépendant et au service des citoyens. Certains d'entre eux sont même devenus, en quelques années, à l'échelle de leur pays ou au niveau régional, des médias influents, notamment auprès des jeunes générations.

Beaucoup de ces médias, souvent créés entre 2011 et 2021, ont bénéficié de soutiens -sous différentes formes- d'organisations régionales ou internationales, et en particulier de l'Union européenne qui a financé depuis 2011 de nombreux programmes et projets en faveur des médias, tant à l'échelle régionale que bilatérale.

En une décennie, ces initiatives ont également permis de former des milliers de journalistes, jeunes et moins jeunes, sur des questions techniques ou thématiques. Au fil des années, des programmes de soutien à l'éducation aux médias se sont par ailleurs développés.

Les impacts de ce foisonnement de soutiens aux médias et aux journalistes du Sud de la Méditerranée -hétérogènes et trop peu coordonnés- n'ont malheureusement pas été assez évalués. En raison des évolutions politiques de ces dernières années, il importe aujourd'hui aux bailleurs et à leurs partenaires de mise en œuvre de redéfinir et de clarifier les objectifs politiques de ces programmes d'appui aux médias et d'agir, enfin, de manière beaucoup plus coordonnée et en complémentarité. C'est une nécessité en termes de redevabilité tant vis-à-vis des bénéficiaires des programmes, les journalistes du Sud de la Méditerranée, que vis-à-vis des citoyens qui les financent, via leurs taxes et impôts.

**Les constats et les besoins ont été identifiés grâce à une méthodologie inédite qui s'est appuyée, pendant deux ans, sur de nombreuses consultations**

Dans ce contexte, l'étude *Sahafa Med* a permis de faire un état des lieux des difficultés et des défis rencontrés par les médias et les journalistes dans les Pays du Sud de la Méditerranée. Les constats et les besoins ont été identifiés grâce à une méthodologie inédite qui s'est appuyée, pendant deux ans, sur de nombreuses consultations, Assises et rencontres avec les acteurs et bénéficiaires de terrain. C'est une démarche résolument orientée vers les bénéficiaires qui visent à faire remonter les besoins du bas vers le haut.

Elle entend répondre à certaines critiques qui visent les programmes de développement médias dont les thématiques et objectifs sont parfois accusés d'être imposés par le haut. Ce que semble confirmer la tendance actuelle d'un certain nombre d'acteurs du développement des médias à vouloir orienter principalement leurs programmes vers la lutte contre les fausses informations, vers des sujets comme le climat ou le genre ou encore vers l'éducation aux médias au détriment d'un soutien au journalisme et à des médias libres, professionnels et indépendants.

**En interrogeant les bénéficiaires au cours des deux dernières années, acteurs des médias, de Beyrouth au Caire, en passant par Amman, Ramallah, Tunis, Tripoli ou Rabat, les besoins des journalistes ont émergé autour d'un certain nombre de grands axes :**

- La viabilité économique des médias, qui reste le sujet de préoccupation principal des médias de la région,
- La précarité socio-économique des journalistes,
- La sécurité physique et numérique des journalistes et des médias,
- La montée en compétences des professionnels des médias sur les questions juridiques pour peser sur l'évolution des cadres législatifs,
- Le renforcement et l'application des lois d'accès à l'information,



- Les négociations avec les plateformes numériques,
- L'accompagnement des dirigeants et des cadres des médias pour améliorer leurs capacités de gestion,
- La mise en place de dispositifs de soutien aux journalistes *free-lance*,
- Le développement d'organisations professionnelles, de collectifs et syndicats en phase avec les besoins et les attentes des médias et journalistes indépendants et des journalistes *free-lance*,
- Les soutiens juridique et psychologique aux journalistes menacés voire en danger,
- L'accompagnement des médias et des journalistes en exil,
- L'égalité entre les femmes et les hommes dans les médias.

Au-delà de ces besoins directement liés à l'exercice du métier de journaliste au Sud de la Méditerranée, les différentes Consultations, Assises et rencontres organisées dans le cadre du programme *Sahafa Med* ont permis aux bénéficiaires et acteurs de terrain d'exprimer des souhaits vis-à-vis des bailleurs et des organisations de développement des médias afin d'améliorer l'efficacité et l'impact des projets et programmes d'appui aux médias dans la région.

**... trouver les voies et moyens pour que le journalisme de demain puisse proposer aux citoyennes et citoyens des pays du Sud de la Méditerranée une information fiable, libre et de qualité.**

**Les attentes portent sur :**

- La nécessité de rendre les programmes et projets d'appui plus agiles, plus flexibles et plus en phase avec les besoins des journalistes de terrain,
- Le besoin impérieux de simplifier et d'harmoniser les procédures de gestion et de reporting des financements et des projets d'appui aux médias,
- Le besoin de renforcer de manière très significative la coordination entre les acteurs de l'appui aux médias,
- L'octroi de financements plus importants directement aux acteurs locaux et régionaux pour mettre en œuvre les programmes et projets d'appui aux journalistes,
- Le partage et la mise en commun de ressources, notamment les études de besoins et d'impact.

Dans un contexte de chaos informationnel, de restrictions importantes de la liberté d'expression dans la région et d'extrême fragilisation de l'écosystème des médias professionnels, il convient aujourd'hui à chacun, bailleurs, organisations de développement médias internationales, régionales ou locales, organisations professionnelles et syndicats, autorités, médias et journalistes, de trouver les voies et moyens pour que le journalisme de demain puisse proposer aux citoyennes et citoyens des pays du Sud de la Méditerranée une information fiable, libre et de qualité au service de la cohésion sociale, de la bonne gouvernance et du développement.



- > Développer de manière conséquente les actions permettant de renforcer la sécurité numérique des médias et des journalistes (systèmes d'information, serveurs de données, communications...) et créer un vivier d'experts régionaux de la cyber-sécurité
- > Poursuivre les actions permettant de renforcer la sécurité physique des journalistes et de leurs proches,
- > Appuyer les médias afin de les aider à mettre en place des procédures de sécurité internes,
- > Favoriser les dispositifs, notamment en ligne, de soutien psychologique pour les journalistes,
- > Poursuivre le financement de programmes d'assistance permettant de mettre à l'abri des journalistes en danger et veiller à assurer un soutien et un suivi de leur situation dans le temps,
- > Assurer impérativement la bonne coordination, les échanges d'information et la complémentarité entre les programmes d'assistance existants,
- > Recenser dans une base de données et soutenir plus fortement et protéger les organisations de la société civile (ordres des avocats, associations de défense des droits humains...) qui militent sur le terrain et mènent des actions concrètes en faveur de la liberté d'expression et du droit d'informer
- > Soutenir la mise en place d'observatoires de la liberté d'expression régionaux et nationaux
- > Enfin, mettre en place des dispositifs de soutiens spécifiques pour les journalistes et les médias en exil afin de faciliter leur accueil et leur permettre de continuer à produire des informations libres et indépendantes.

## THÈME 2

### PERMETTRE AUX MÉDIAS DE STABILISER ET CONSOLIDER LEURS MODÈLES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

L'extrême fragilité économique d'un grand nombre de médias les rend aujourd'hui vulnérables. Comme ailleurs dans le monde, les grandes plateformes numériques captent une grande partie des investissements publicitaires au détriment des médias jordaniens, égyptiens, algériens ou marocains. De cette situation, découle aujourd'hui une grande précarisation des journalistes de la région, les rendant également très vulnérables et les empêchant souvent de disposer des moyens et conditions de production d'une information de qualité. L'accès pour les citoyens à une information professionnelle et fiable passe nécessairement par l'amélioration de la viabilité économique des médias et par la protection des droits sociaux des journalistes.

- > Maintenir des mécanismes de soutien financier importants, non-fléchés et flexibles (core-funding), pluri-annuels et non liés à la réalisation d'un « projet » (au sens entendu par les bailleurs) par le bénéficiaire, en direction des médias indépendants et des journalistes *free-lance*,

## THÈME 1

### PROTÉGER LA LIBERTÉ D'EXPRESSION ET GARANTIR LA SÉCURITÉ DES JOURNALISTES

L'information libre et indépendante ne peut exister sans liberté d'expression et sans sécurité pour les journalistes. Or, sur ces deux points, la situation s'est nettement détériorée ces deux dernières années dans la plupart des pays de la région. Il convient donc de favoriser et d'appuyer la mise en place de mécanismes de soutien pour préserver les libertés et la sécurité, tant physique que numérique, des journalistes qui œuvrent au quotidien de Ramallah à Alger en passant par Beyrouth, Alexandrie et Misrata pour produire une information de qualité au service de l'intérêt général et des citoyens. Les journalistes professionnels sont aussi les meilleurs remparts contre les manipulations de l'information et contre les fausses informations.

- > Réaffirmer clairement et ouvertement le soutien au principe de la Liberté d'expression des journalistes et de l'ensemble des citoyens,
- > Conditionner les programmes d'aide au développement au respect et à la protection de la liberté d'expression,
- > Bannir les exportations et ventes de matériels de cybersurveillance vers les pays qui les utilisent contre les journalistes,

- > Dans un objectif de durabilité, soutenir des médias à but lucratif engagés dans des démarches de responsabilité sociale et environnementale,
- > Soutenir des programmes d'appui, de coaching et de formation en direction des dirigeants et des managers des médias afin d'accompagner la transformation de leurs médias et de leur permettre de générer des revenus pour leurs médias,
- > Renforcer les acteurs institutionnels et les organisations professionnelles agissant sur la dimension socio-économique du secteur des médias et du journalisme,
- > Envisager la création de « pots communs » (basket funds) alimentés par différents bailleurs et ayant pour objectifs de soutenir des médias et des journalistes indépendants,
- > Accompagner les dirigeants des médias pour les aider à mettre en place des méthodes et des cadres de travail avec les journalistes respectueux de leurs droits sociaux et garantissant ainsi leurs capacités à produire une information de qualité.

## THÈME 3

### AMÉLIORER L'ENVIRONNEMENT INSTITUTIONNEL DES MÉDIAS POUR LE RENDRE PLUS FAVORABLE À UNE INFORMATION DE QUALITÉ ET FIABLE

Les médias du Sud de la Méditerranée souffrent aujourd'hui d'un environnement institutionnel qui n'a pas fait une priorité de la production et de la diffusion d'informations libres et fiables pour les citoyens. Ainsi, aujourd'hui, les grandes plateformes numériques s'impliquent peu pour favoriser le développement de médias professionnels et indépendants au Sud de la Méditerranée. Sur le plan législatif, les lois et réglementations sont souvent obsolètes et/ou restrictives et ne sont pas propices à la diffusion à plus large échelle

d'informations libres et fiables au service de l'intérêt général. Au nom de la lutte contre les fausses informations, certaines lois récentes vont même à l'encontre du développement de médias indépendants. Les professionnels des médias sont souvent désarmés, faute de compétences juridiques suffisantes notamment, tant dans leurs négociations avec les plateformes qu'en matière de discussion et d'implication dans les débats autour des questions législatives. La montée en compétences et le développement des connaissances sur les questions concernant le droit des médias et du numérique devraient donc être une priorité afin de permettre aux différents acteurs de contribuer, chacun dans leurs rôles respectifs, à faire évoluer le cadre institutionnel pour qu'il soit plus favorable à l'information de qualité.

- > Développer les capacités et connaissances juridiques des professionnels des médias (dirigeants de médias, journalistes...),
- > Mettre en place des programmes de formation des magistrats relatifs au droit des médias et du numérique, leur permettant également de se familiariser avec l'univers des médias et du journalisme,
- > Créer des *task forces* de juristes mobilisables rapidement en cas de besoin,
- > Renforcer l'enseignement du droit dans les facultés et écoles de journalisme,
- > Introduire des modules de droit des médias dans les cursus universitaires de droit,
- > Soutenir la création d'une application web permettant de recenser la législation et la jurisprudence relatives au droit des médias et des journalistes dans la région,
- > Renforcer, consolider et mettre à jour les connaissances des institutions politiques en charge des politiques publiques liées aux médias (instances de régulation, Parlements...)



- > Développer et consolider au niveau régional des viviers de juristes spécialistes du droit des médias et du droit du travail relatif aux journalistes,
- > Soutenir des dispositifs et systèmes de conseils juridiques gratuits en ligne et en présentiel pour les médias et pour les journalistes (droit des médias et droit du travail),
- > Mettre en place un réseau régional de veille, de collecte et d'échange d'informations et de pratiques en matière de droit des médias dans les pays de la région,
- > Développer les capacités de plaidoyer juridique des acteurs des médias,
- > Favoriser les échanges régionaux relatifs aux lois concernant l'accès à l'information pour rendre plus effective leur application dans les pays où elles existent,
- > Apporter un appui aux médias et aux journalistes des pays du Sud de la Méditerranée dans leurs négociations avec les plateformes en étudiant la possibilité d'étendre certains accords négociés par l'UE avec les GAFAM aux acteurs du voisinage sud.

### THÈME 4

#### ACCOMPAGNER LE RENOUVELLEMENT DE L'ACTION COLLECTIVE AU SERVICE DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES DROITS DES JOURNALISTES ET FAVORISER LES ÉCHANGES ET LA MISE EN RÉSEAU

Les projets éditoriaux collaboratifs se sont développés ces dernières années, souvent avec succès. Ils permettent à des médias et des journalistes de se confronter à d'autres pratiques et de s'engager dans des projets ambitieux, parfois à vocation régionale voire internationale. En outre, au-delà du journalisme « collaboratif », de nouvelles formes d'action collectives des médias et des journalistes ont commencé à émerger dans la région (nouveaux syndicats, associations...) afin de protéger leurs droits et leurs intérêts ou parfois de rompre un sentiment d'isolement alors qu'ils travaillent dans des environnements difficiles. Cela concerne notamment les journalistes *free-lance*. Ces initiatives et ces collaborations sont porteuses d'espoir et soutiennent le travail des médias et des journalistes qui produisent des informations libres et de qualité.

- > Appuyer les nouvelles formes d'actions collectives des médias et des journalistes visant notamment à défendre leurs droits sociaux pour faire émerger le concept de « protection sociale » en faveur des journalistes, indépendamment de leurs statuts,
- > Renforcer les capacités des syndicats et des organisations professionnelles du secteur des médias et renforcer le *leadership* et les compétences de la nouvelle génération de dirigeants de ces organisations,
- > Permettre aux journalistes *free-lance* d'être mieux représentés,

- > Soutenir la création d'un kit pour les journalistes *free-lance* comportant notamment des modèles de contrats à signer avec les médias qui les emploient ou qui leur commandent des reportages,
- > Favoriser le développement de moyens d'assistance juridique pour les journalistes menacés ou poursuivis (financement d'honoraires d'avocats, etc...),
- > Soutenir le développement de plateformes et d'initiatives collaboratives, notamment éditoriales (investigation, informations de proximité...), entre des groupes de médias ou de journalistes,
- > Soutenir les réseaux de médias ou de journalistes qui favorisent la collaboration concrète entre les acteurs (enquêtes collaboratives, formations mutuelles, partages de contenu...),
- > Soutenir les plateformes et forums de rencontres et de débats transnationaux pour les journalistes et les professionnels des médias pour en faire de véritables carrefours de rencontres et d'incubation d'idées.



### THÈME 5

#### RÉINVENTER LA FORMATION DES JOURNALISTES ET ENCOURAGER LA MOBILITÉ ET LA MISE EN RÉSEAU

A l'heure de l'intelligence artificielle, du développement de la formation à distance, les axes et les méthodes de formation des journalistes du Sud de la Méditerranée doivent profondément évoluer pour s'adapter aux enjeux et aux outils actuels. En outre, faute d'investissements et de moyens dédiés à la formation localement, ce domaine a souvent été « sous-traité » à des organisations extérieures et internationales, via des programmes de développement. Pour être plus en phase avec les besoins et les réalités du terrain, le développement d'acteurs et d'offres de formation basés au Sud de la Méditerranée constitue une priorité. Toutefois, le développement et le renouvellement de la formation des journalistes au Sud de la Méditerranée ne doit pas se traduire par un repli et les échanges de pratiques et de connaissances, entre professionnels d'horizons différents, doivent continuer à être encouragés, notamment via des événements et des dispositifs favorisant la mobilité comme les voyages d'études, les jumelages et les bourses.

- > Permettre aux journalistes de la région d'accéder à un « droit à la formation tout au long de la vie » en réinventant les méthodes et dispositifs de formation continue des journalistes du Sud de la Méditerranée et en favorisant et soutenant la création et le développement de structures locales : + de qualitatif et - quantitatif, formations plus spécialisées, formations certifiantes...
- > Soutenir le développement de formations pour les journalistes et médias de la région sur les questions et outils liés au développement de l'intelligence artificielle,
- > Recenser les formations, ressources pédagogiques et formateurs relatives aux médias et au journalisme qui existent déjà dans la région,
- > Soutenir le développement d'offres de formation continue locales (centres de formation, formation de formateurs...),
- > Développer la formation de formateurs dans la région et accompagner dans la durée les formateurs formés,
- > Encourager les médias à développer des plans d'action et des stratégies en matière de formation de leurs équipes,
- > Apporter des soutiens en formation directement au sein des médias (« formation-action »),
- > Adapter les contenus de formation aux pratiques du terrain et aux contextes de chaque pays,
- > Encourager et soutenir la mobilité et les échanges à grande échelle des étudiants et des enseignants des écoles de journalisme (Erasmus ?),
- > Envisager la mise à jour du curriculum des écoles de journalisme développé par l'UNESCO,
- > Permettre aux dirigeants et cadres des médias des pays du Sud de la Méditerranée de rencontrer et coopérer avec leurs homologues des médias internationaux, notamment dans le cadre de grands salons, colloques, forums et conférences internationales dédiés aux médias et au journalisme.

#### EN COMPLÉMENT DE CES CINQ PRIORITÉS THÉMATIQUES, AIDER LES MÉDIAS À RÉPONDRE À TROIS URGENCES SOCIÉTALES : L'ÉDUCATION AUX MÉDIAS, LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES.

Au-delà de ces enjeux purement médiatico-journalistiques, et au regard des évolutions en cours dans de nombreux médias dans le monde, *Journalisme & Citoyenneté*, forte de son réseau et de ses expériences en matière de veille des évolutions des médias et du métier de journalisme, préconise également de développer parallèlement des moyens pour soutenir les initiatives concernant les trois urgences suivantes :

- > L'éducation aux médias : Alors que la Jordanie devait accueillir en octobre 2023 un grand forum international

organisé par l'UNESCO dédié à l'éducation aux médias, il semble indispensable d'investir beaucoup plus ce champ qui ne concerne pas uniquement les médias mais qui doit aussi s'appuyer sur la mobilisation des acteurs de l'éducation. En dehors de la Jordanie, où une volonté politique est affichée pour favoriser l'expansion de l'éducation aux médias, ce sujet ne semble pas encore être une réelle priorité de la région ni pour les médias ni pour les acteurs de l'éducation.

- > **Le changement climatique** : thème largement absent des médias de la région pendant longtemps, il commence à émerger grâce à quelques acteurs qui lancent des médias spécialisés ou créent des rubriques dédiées. Mais le chemin est encore très long. Il y a fort à parier cependant que, compte-tenu des forts enjeux liés au climat dans cette partie du monde, ces sujets s'imposent aux journalistes à brève échéance. Il faut donc anticiper ce moment assez proche et préparer les journalistes et les médias à la couverture de ces questions.
- > **L'égalité entre les femmes et les hommes** : de nombreux progrès ont été réalisés ces dernières années dans les médias de la région en ce qui concerne cette question. Les lignes ont bougé. Mais là aussi, rien n'est acquis. Même si les femmes journalistes hésitent de moins en moins à revendiquer leurs droits, même si les sujets concernant la place et les droits des femmes dans la société sont de plus en plus couverts par les médias, le soutien à tous les acteurs qui œuvrent dans ce domaine doit se poursuivre.

Il va sans dire que les investissements « médiatiques » pour répondre à ces trois urgences n'ont de sens que s'il existe des médias et des journalistes libres, professionnels et qui disposent d'un environnement et de capacités leur permettant de produire une information fiable au service des citoyens et de l'intérêt général. L'action des bailleurs de fonds en faveur de l'éducation aux médias, du journalisme climatique ou de l'égalité entre les femmes et les hommes dans les médias ne peut donc pas se substituer au soutien aux médias et aux journalistes professionnels et indépendants qui doit rester l'objectif premier des programmes de développement des médias. Les objectifs liés au climat, au genre ou à l'éducation aux médias doivent donc être décorrélés des objectifs de soutien à une information de qualité, libre et fiable. Les obligations, injonctions et autres conditionnalités éditoriales liées à ces trois urgences et qui seraient imposées aux médias bénéficiaires des programmes d'appui au développement des médias des bailleurs sont à proscrire.

### REFONDER LES RELATIONS ENTRE LES BAILLEURS, LES ORGANISATIONS DE DÉVELOPPEMENT DES MÉDIAS, LES MÉDIAS ET LES JOURNALISTES

Les mutations des environnements politique, économique et technologique des médias ont profondément bouleversé le secteur, ses équilibres et les pratiques des journalistes. Dans ce contexte, comme il en a été fait mention à l'occasion des nombreux échanges menés depuis deux ans et sur lesquels se fonde cette étude, il convient de revoir profondément les relations entre les journalistes et les médias et ceux qui les soutiennent. Les finalités des projets -l'existence de médias produisant des informations fiables et utiles pour les citoyens- doivent être remises au cœur des objectifs. Cela doit se traduire tant au niveau politique, dans les prises de position des bailleurs et des



opérateurs de développement des médias, qu'au niveau opérationnel en adaptant les procédures de mise en œuvre des soutiens aux médias aux pratiques et réalités des médias et des journalistes et non l'inverse comme on le constate de plus en plus souvent. Pour rendre les programmes et projets plus efficaces, plus pertinents, ce sont bien les bailleurs et leurs partenaires de mise en œuvre qui doivent comprendre et faciliter le travail des journalistes et des médias qu'ils appuient. Les relations entre les acteurs doivent être respectueuses, équilibrées et basées sur la confiance mutuelle. Les recommandations suivantes, qui s'adressent aux acteurs du développement des médias (bailleurs, opérateurs) sont aussi importantes, si ce n'est plus, que les recommandations thématiques qui précèdent.

- > **Formuler un narratif clair, transparent et assumé sur les objectifs que poursuivent les bailleurs et leurs partenaires en finançant et mettant en œuvre des programmes d'appui aux journalistes et aux médias indépendants dans la région,**
- > **Rendre les programmes et projets d'appui aux médias et journalistes de la région plus agiles, plus flexibles et plus proches des besoins des acteurs de terrain en appuyant systématiquement sur les études de besoins existantes -ou à défaut à réaliser- la justification des programmes et projets et en bannissant les objectifs et les conditionnalités, notamment thématiques, imposés par le haut,**
- > **Faciliter la mise en place de structures mutualisées ('back-offices') de gestion des fonds et de reporting sur lesquelles les médias bénéficiaires pourraient s'appuyer,**
- > **Renforcer la transparence sur les processus de soutien et d'attribution de fonds à destination des médias,**
- > **Soutenir une réflexion sur le rôle des médias publics et leur place dans les programmes de soutien aux médias,**
- > **Mettre en place des mécanismes d'évaluation par les bénéficiaires des pratiques des bailleurs de fonds et des organisations internationales de développement des médias pour renforcer leur redevabilité,**
- > **Mettre en place des structures et mécanismes efficaces et pérennes de coordination et de partage d'informations (notamment les études de besoins et d'impact) entre les acteurs qui soutiennent les médias dans la région,**
- > **Réduire ou supprimer les financements à destination des partenaires de mise en œuvre qui refusent ou esquivent les processus de coordination,**
- > **Consolider et renforcer les capacités des acteurs régionaux et locaux du développement des médias et les intégrer systématiquement dans la mise en œuvre des actions,**
- > **Développer de manière significative les moyens dédiés à la mesure d'impact des projets et programmes de développement des médias, en liaison avec des centres et organismes de recherche,**
- > **Alléger et simplifier de manière importante les procédures de demandes de financements, de gestion et de reporting imposées aux médias bénéficiaires qui consacrent aujourd'hui une part beaucoup trop importante (par rapport à leurs activités éditoriales) de leurs temps et de leurs ressources à ce type d'activités qui n'ont pas d'impact sur les médias eux-mêmes et qui sont uniquement destinées aux besoins propres des bailleurs et de leurs partenaires de mise en œuvre.**

**ON AIR**

sahafa  
med

SOUTIEN AUX JOURNALISTES  
DU SUD DE LA MÉDITERRANÉE